

AU DEUXIÈME JOUR DE L'EXAMEN DU BACCALAURÉAT

Des candidats crient à l'erreur dans le sujet de mathématiques

Au deuxième jour de l'examen du baccalauréat, à la sortie des centres d'examen, les candidats commentaient hier les épreuves, rassemblés en petits groupes. Ils ont planché hier sur les épreuves de mathématiques en matinée et d'histoire géographie, l'après-midi.

F-Zohra B. - Alger (Le Soir) - Les candidats au baccalauréat, filière sciences, affichaient cependant une mine inquiète à la fin de l'épreuve de mathématiques au niveau de l'établissement Pasteur et Zineb Oum El Massakine (ex-Sainte Elisabeth) à Alger-Centre.

A la sortie des centres d'examen, en fin de matinée, ils commentaient les épreuves, rassemblés en petits groupes. «Il y a une erreur dans le sujet de mathématiques», expliquent les lycéens précisant que pour l'exercice des suites, les données étaient incomplètes.

Discutant entre eux, ils ne semblaient pas rassurés et entouraient, chaque candidat qui quittait la salle d'examen pour avoir plus d'explications, l'exercice en question. «Nous ne pour-

rons confirmer qu'en discutant avec les profs», lance un candidat à ses amis. «Heureusement, qu'hier, cela s'est bien passé, mais il nous reste encore les

épreuves de demain. Nous ne pourrons respirer que jeudi», lance une candidate. Plus haut, au lycée Zineb Oum el Massakine, les candidats au bac, filière spécifique, qui sont scolarisés au lycée Descartes et passent les épreuves en langue française, affichaient pour leur part leur colère.

Et pour cause, un exercice sur les suites concerne une leçon hors programme,

explique inquiète une candidate.

«L'enseignante de mathématiques nous a bien précisé que si nous retrouvions des exercices relatifs à une leçon que nous n'aurions pas étudiée, nous devons écrire sur la feuille d'examen «hors programme» et d'en aviser nos enseignants.»

Les candidats essayant quand même de se rassurer

soulignent que les épreuves du premier jour étaient abordables. «Les sujets d'arabe et d'anglais nous ont permis d'aborder sereinement le premier jour des épreuves», témoignent les candidats, soulagés.

Pour sa part, le ministre de l'Education nationale, M. Boubekeur Benbouzid, semble être plus rassurant et sûr des résultats. Il a ainsi déclaré au début des

épreuves, dimanche passé, et lors d'une visite de travail à Blida, que les résultats pour les examens de fin d'année seront exceptionnels cette année.

Le ministre explique cette situation par les moyens mobilisés par l'Etat pour relever le niveau d'enseignement et par la révision progressive des programmes.

F-Z. B.

ADHÉSION DE L'ALGÉRIE AUX CONVENTIONS INTERNATIONALES SUR LE DROIT HUMANITAIRE

Une commission nationale entame les travaux

La Commission nationale du droit humanitaire international (DHI), mise en place en juin 2008, entamera, à partir de la semaine prochaine, des travaux en groupes sur plusieurs dossiers.

Lotfi Mérad - Alger (Le Soir) - Le représentant de cette instance indépendante, Nacer Eddine Marouk, a indiqué en marge du forum du quotidien *El-Moudjahid*, que la commission va se pencher sur des questions liées notamment à la rectification par l'Algérie des traités et conventions internationales auxquels elle n'a toujours pas adhéré. Il s'agit, selon Nacer Eddine Marouk, membre de ladite commission, présidée pour rappel, par le ministre de la Justice Tayeb Belaïz, d'étudier les avantages et les inconvénients d'une ratification ou pas de ces conventions, à l'image de celle relative à la protection du patrimoine culturel.

Comptant des représentants de 19 départements ministériels et ceux de quatre institutions (Police, Gendarmerie nationale, Croissant

Rouge algérien et la Ligue des droits de l'homme), la Commission nationale du droit international humanitaire est constituée de quatre groupes de travail (coopération internationale, législation, communication et formation).

Le droit humanitaire international est un ensemble de règles qui, pour des raisons humanitaires, cherchent à limiter les effets des conflits armés. Il protège les personnes qui ne participent pas ou plus au combat et restreint les moyens et méthodes de guerre. Egalement appelé «droit de la guerre» ou «droit des conflits armés», le DHI fait partie du droit international qui régit les relations entre Etats.

Ce dernier est formé d'accords conclus entre Etats, appelés traités ou conventions, de la coutume internationale, constituée par la pratique

des Etats reconnue par eux comme étant obligatoire, ainsi que des principes généraux du droit. Il convient, en effet, de souligner que le DHI ne s'applique que dans les situations de conflit armé.

Il ne détermine pas si un Etat a ou non le droit de recourir à la force. Il couvre deux champs d'application, à savoir le «droit de Genève», qui protège ceux qui ne participent pas ou plus au combat, c'est-à-dire principalement la population civile et les

militaires hors de combat, blessés ou prisonniers par le biais de la Convention IV de Genève de 1949 ainsi que le droit de La Haye, qui fixe les droits et obligations des parties au combat dans la conduite des hostilités, limite le choix des moyens de guerre et interdit d'employer des armes ou des méthodes de guerre de nature à causer des pertes inutiles ou des souffrances excessives.

L. M.

Le terrorisme n'est pas une atteinte au droit humanitaire

Les règles du DHI ne s'appliquent pas au terrorisme. Selon Cherif Atlam, coordinateur du CICR dans la région Mena, les actes terroristes sont considérés comme étant des crimes jugés dans le cadre d'autres conventions et surtout par les lois du pays dans lequel ils sont commis. Le DHI ne s'applique qu'à des conflits armés internationaux ou internes. Et la problématique de la définition du terrorisme fait que celui-ci n'est pas considéré comme étant un conflit armé international ou interne. Pour Nacer Eddine Marouk, «le terrorisme n'est pas une atteinte au DHI».

L. M.

RCD

Tarek Mira dénonce «une tentative d'assassinat symbolique»

Tarek Mira, député RCD pour la wilaya de Béjaïa, est monté au créneau après sa démission du poste de secrétaire national aux relations internationales et la suspension de ses activités au sein du parti.

Dans une déclaration rendue publique hier, le député RCD soutient d'emblée à propos de la sanction qui lui a été infligée, à savoir la suspension de ses activités au sein du parti, qu'elle a pour but «de permettre au président du RCD d'instruire à charge l'affaire sans ma présence aux réunions des 31 mai et du 4 juin, respectivement du groupe parlementaire et du conseil national ».

A en croire l'ex-cadre du parti de Saïd Sadi, la suspension de ses activités au sein du parti avait pour autre objectif de «légitimer l'actuelle et la future sanction par le conditionnement de l'opinion militante». «Comme dans la tradition des procès politiques, l'atmosphère précédant la sanction finale doit être lourde et

orientée. Et dans ce cas, un acteur de haute voltige campant le rôle de procureur, en l'occurrence le président du parti, doit amener l'opinion à croire en ses interprétations», estime Tarek Mira.

Ce dernier a dénoncé au passage la violation délibérée du secret de la correspondance. «Le président du parti fait référence à trois mails écrits par mes soins pour établir ma trahison du parti». Un scandale qui traduit, selon Tarek Mira, «le fonctionnement interne de type policier» au sein de la formation de Saïd Sadi.

«Pour un parti qui réclame la construction de l'Etat de droit, c'est un avant-goût de ce que fera demain son président s'il accédait aux affaires», poursuit encore l'ex-cadre du RCD.

Plus grave, le député de la wilaya de Béjaïa dénonce «la tentative d'assassinat symbolique» dont il a été l'objet. «Le président du RCD m'accuse d'intelligence avec l'étranger. Retourner les arguments dont le parti fut affublé par ses adversaires contre ses propres militants est proprement indigne. Il y a là ni plus ni moins une

tentative d'assassinat symbolique qui plus est envers le fils d'un héros de la lutte de libération nationale», regrette Tarek Mira.

Et de poursuivre : «Je défie quiconque de mettre sur la place publique ne serait ce qu'un début de preuve là-dessus, et ce, malgré les effractions répétées et intéressées de ma boîte mail». Pour l'ancien cadre du RCD, «à chaque départ et cycle de purges, le président doit se

présenter comme la victime (...). En réalité, ce centralisme amène automatiquement à ce genre de dérive. L'essentiel est que le chef soit sauf.»

Un mode de gestion centralisé qui «crée une imbrication étroite entre le fonctionnement antidémocratique, la gestion opaque et une politique erratique».

L. M.

FNA

Le député Chaâbani exclu

Depuis le 1^{er} mars dernier, le député Chaâbani est exclu des rangs de son parti, le Front national algérien. L'information a été rendue publique dans un communiqué où il a été explicité les causes à l'origine de cette décision disciplinaire. Le parlementaire Chaâbani Fethallah a été exclu des rangs du parti après «l'étude de son cas par la commission de discipline». Cette dernière a retenu contre l'intéressé plusieurs griefs dont «le non-respect des recommandations du congrès, du règlement et des statuts du parti et son non-engagement en faveur du président du parti lors de la présidentielle d'avril dernier». Député de la wilaya d'Oran, Chaâbani a été exclu suite à un rapport élaboré par ses pairs du bureau et du conseil de wilaya du FNA d'Oran.

A. B.

BOUIRA Cinq morts dans un accident de la circulation

Hier, à 4h10 du matin un terrible accident de la circulation a eu lieu au lieudit Bouaïche, sur la RN 5, à la sortie ouest de la ville d'El-Adjiba, à 25 km à l'est de Bouira, qui a fait cinq morts et un blessé.

D'après des informations concordantes, l'accident a impliqué un camion Sonacome venant de Bordj-Bou-Arréridj et un taxi roulant en sens inverse et à bord duquel se trouvaient cinq personnes. La violence du choc et l'excès de vitesse des deux conducteurs n'ont laissé aucune chance aux occupants du taxi qui ont été écrasés par le camion.

Les éléments de la Protection civile de M'chedallah ont transporté les dépouilles mortelles ainsi que le chauffeur du camion, blessé, à l'hôpital de M'chedallah.

Y. Y.